

DCAF, la Réforme du Secteur de la Sécurité et l'avenir des Opérations de paix par Oswald Padonou – Septembre 2022

Les débats sur l'avenir des opérations de paix des Nations unies (OP) sont de plus en plus intenses entre les conservateurs du modèle des casques bleus faiseurs de paix et les réformateurs qui voient une quatrième génération d'opérations de paix s'imposer par la nature complexe des conflits sur les théâtres de déploiement des missions.

La durée de plus en plus longue, les coûts importants et les résultats parfois mitigés des OP à l'instar de la MONUSCO, de la MINUSCA et de la MINUSMA font davantage pencher la balance vers une remise en cause de certaines fonctions classiques des opérations comme l'interposition passive. A contrario, une demande d'investissement plus accrue dans la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) par exemple, s'inscrit également comme une exigence qui permet d'agir sur les causes des conflits bien plus que sur leurs manifestations.

Dans un contexte comme celui du Mali, la RSS est un important facteur de stabilisation et de renforcement capacitaire des institutions sécuritaires et de consolidation de la paix. La résolution 2640 du Conseil de Sécurité ([S/RES/2640](#)) adoptée le 29 juin 2022 et renouvelant le mandat de la MINUSMA insiste particulièrement sur les défis de la RSS, en mettant en exergue la nécessité d'accompagner les autorités nationales dans les opérations politiquement et techniquement lourdes comme le programme de désarmement, démobilisation, réintégration (DDR) consignées dans l'Accord d'Alger (2015) pour la paix et la réconciliation au Mali, mais également dans des réformes institutionnelles, en synergie avec d'autres acteurs.

Parmi ces acteurs, le Centre de Genève pour la Gouvernance du Secteur de la Sécurité ([DCAF](#)), qui opère au Mali depuis 2014, soit quelques mois après le déploiement en 2013 de la mission des Nations unies, s'investit dans trois volets prioritaires de réforme : en premier lieu, l'appui à la Police nationale malienne dans l'élaboration des curricula de formation en police de proximité au profit de ses agents. Cet appui à la co-production de la sécurité avec les citoyens est accompagné d'un soutien à la mise en place et au fonctionnement de quelques Comités consultatifs de sécurité (CCS) sous la supervision du Commissariat à la réforme du secteur de la sécurité (CRSS).

En second lieu, l'organisation appuie la Gendarmerie nationale malienne dans la prise en compte de la dimension genre dans sa politique de recrutement, de gestion des carrières, de soutien social et de service à la communauté.

Enfin, DCAF met en œuvre un programme d'appui aux organes de contrôle et de supervision des forces armées et de sécurité : inspections chargées du contrôle interne et organes de contrôle externe (autorités administratives indépendantes, organisations de la société civile et des médias). Cette troisième dimension de l'appui à la RSS agit à la fois sur le contrôle de gestion (budget, procédures de dépenses, etc.) et le contrôle opérationnel qui vise à rendre les Forces armées et de sécurité plus performantes, plus responsables et plus redevables vis-à-vis des institutions et de la population par un lien de confiance réciproque.

Ces interventions menées avec les spécificités d'un acteur dont la légitimité est fondée à la fois sur les valeurs et principes de gouvernance démocratique du secteur de la sécurité et sur son expertise technique éprouvée sur la sécurité humaine, engage une neutralité politique, quand bien même toute réforme sécuritaire réussie a un fondement politique.

La question de l'impartialité politique est aujourd'hui l'un des principes des OP les plus remis en cause, notamment au Mali, par une partie de l'opinion publique et du gouvernement. La confiance relative que ce sentiment - justifié ou non – provoque, n'est pas nécessairement propice à la mise en œuvre sereine de la RSS.

Cependant, les contextes d'opération de paix et les contradictions politiques qu'ils comportent exigent toujours un compromis dynamique qui permet aux composantes militaire, policière et civile des missions onusiennes de planifier, et exécuter avec le gouvernement du pays hôte et d'autres partenaires, un programme RSS qui soutient la consolidation de la paix par la restructuration des forces armées et de sécurité.

En Côte d'Ivoire, au Libéria et en Sierra Leone, les programmes RSS menés au cours du déploiement des missions de paix dans ces pays n'ont pas nécessairement permis de construire des institutions sécuritaires infaillibles mais ils ont permis aux Nations unies et aux autres partenaires de proposer une sorte de matrice dans laquelle chaque État peut adapter les besoins et attentes sécuritaires spécifiques de sa population, et surtout d'engranger un savoir-faire tant sur les échecs que sur les réussites enregistrées.

Ce savoir-faire et cette ouverture potentielle à l'écoute et à la prise en compte des spécificités du contexte malien peuvent constituer un atout capital pour donner une plus-value aux actions de la MINUSMA, en plus de l'indispensable protection des civils.

C'est dire que l'avenir du maintien ou plutôt de la « construction » de la paix se jouera aussi sur la capacité des missions à porter la réforme du secteur de la sécurité comme une priorité. Il sera également déterminé par leur capacité à se coordonner avec des organisations comme le DCAF qui appuient les États dans la concrétisation d'un changement positif dans la gouvernance du secteur de la défense et de la sécurité... souvent dans des initiatives de réformes circonscrites, peu visibles mais utiles et qui ne revendiquent pas nécessairement une labellisation particulière.

[Dr. Oswald Padonou](#), est le chef du bureau / coordinateur résident du DCAF au Mali et chercheur associé à l'Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix.